

MARS - AVRIL - MAI 2021



République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Foi

SECNARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT



BULLETIN

TRIMESTRIEL DU SAP

298 679 PERSONNES SONT
EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE
AU SÉNÉGAL SUR LA PÉRIODE
MARS-AVRIL-MAI

LA COVID 19, CONTINUE À
IMPACTER NÉGATIVEMENT
LES MOYENS D'EXISTENCE DES
MÉNAGES

HIVERNAGE 2021 : RISQUES DE
FAUX DÉMARRAGE, AU NORD ET
AU CENTRE DU PAYS

POINT E, RUE DE FATICK X BD DU SUD - IM.ABS 3, 4 & 5ÈME ÉTAGE - DAKAR - BP: 27 161
TEL: (+221) 33 865 30 35 - EMAIL: SECNSA@SECNSA.SN - SITE WEB: WWW.SECNSA.SN

SOMMAIRE

SITUATION ALIMENTAIRE EN PHASE COURANTE ISSUE DE L'ANALYSE DU CADRE HARMONISÉ	5
1. POPULATIONS EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	6
1.1. Consommation alimentaire	6
1.2. Difficultés pour accéder aux aliments	7
2. ANALYSE DES MOYENS D'EXISTENCE DES MÉNAGES	8
2.1. Baisse du revenu des ménages	8
2.2. Évolution des moyens d'existence	10
3. SITUATION PASTORALE DANS LES SIX DÉPARTEMENTS LES PLUS EN IA.....	11
4. PRÉVISION SAISONNIÈRE 2021	12



SITUATION ALIMENTAIRE EN PHASE COURANTE ISSUE DE L'ANALYSE DU CADRE HARMONISÉ

La situation alimentaire pour la période mars-avril-mai est acceptable avec trente-sept (37) départements en phase minimale (carte 1 et tableau 1) et huit (8) en phase sous pression (carte 1 et tableau 1). Deux-cent quatre-vingt-dix-huit mille six cent soixante-dix-neuf (298 679) personnes, sont en insécurité alimentaire (IA), soit 2% de la population analysée.

On les retrouve principalement dans les départements de Ranérou (14%), Saraya (6%), Kédougou (5%), Salémata (5%), Kébémér et Podor (4%). La population en insécurité alimentaire (IA) dans ces départements s'élève à cinquante et un mille quatre cent quarante-deux (51442) personnes, soit 17% du nombre total de personnes en IA. ■■■■

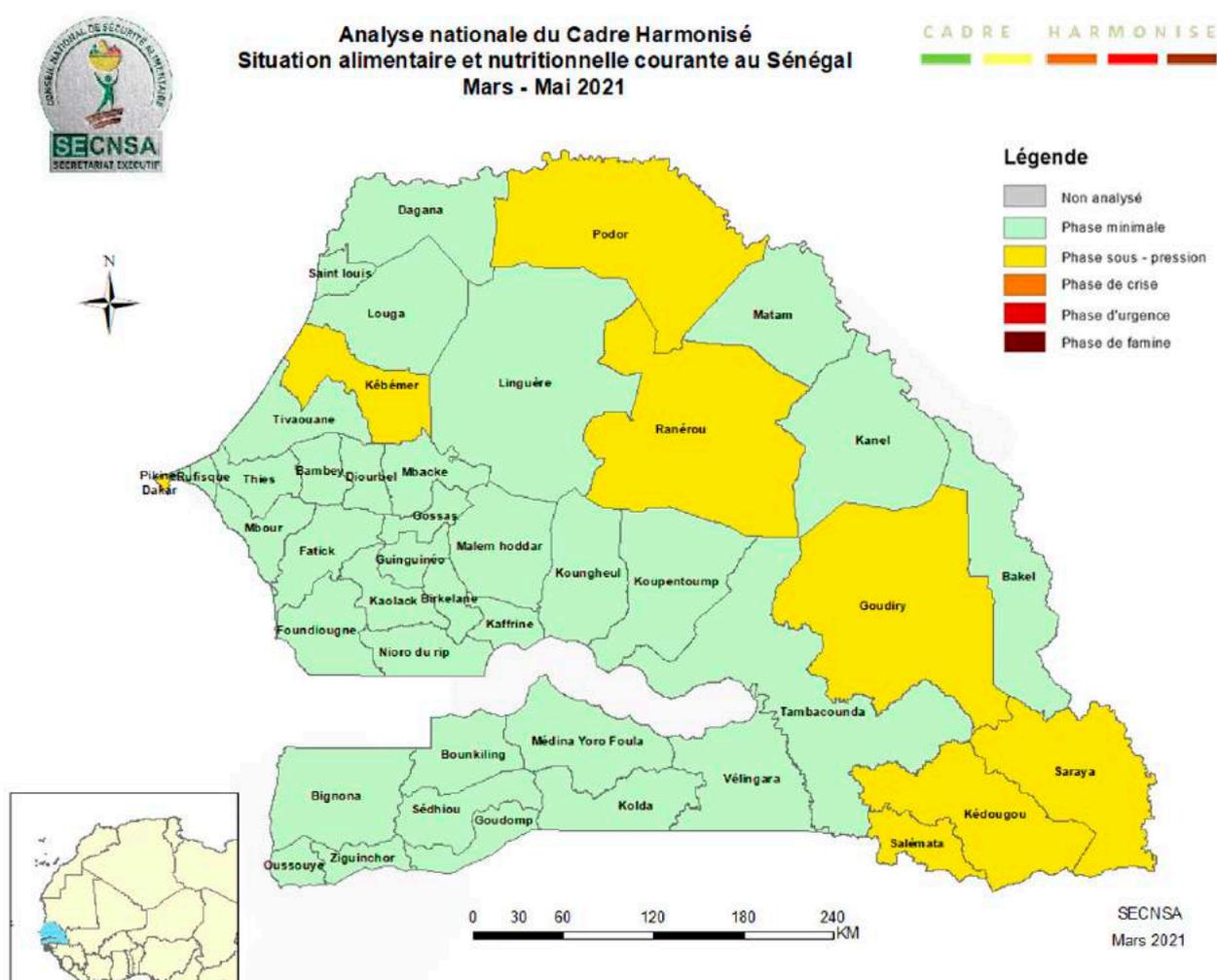


Tableau 1 : Population selon la phase

Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Minimale	Sous pression	Crise	Urgence	Crise
14515567	2403220	294882	3797	
37 départements	8 départements			

Source : SECNSA, résultats analyse Cadre Harmonisé mars 2021

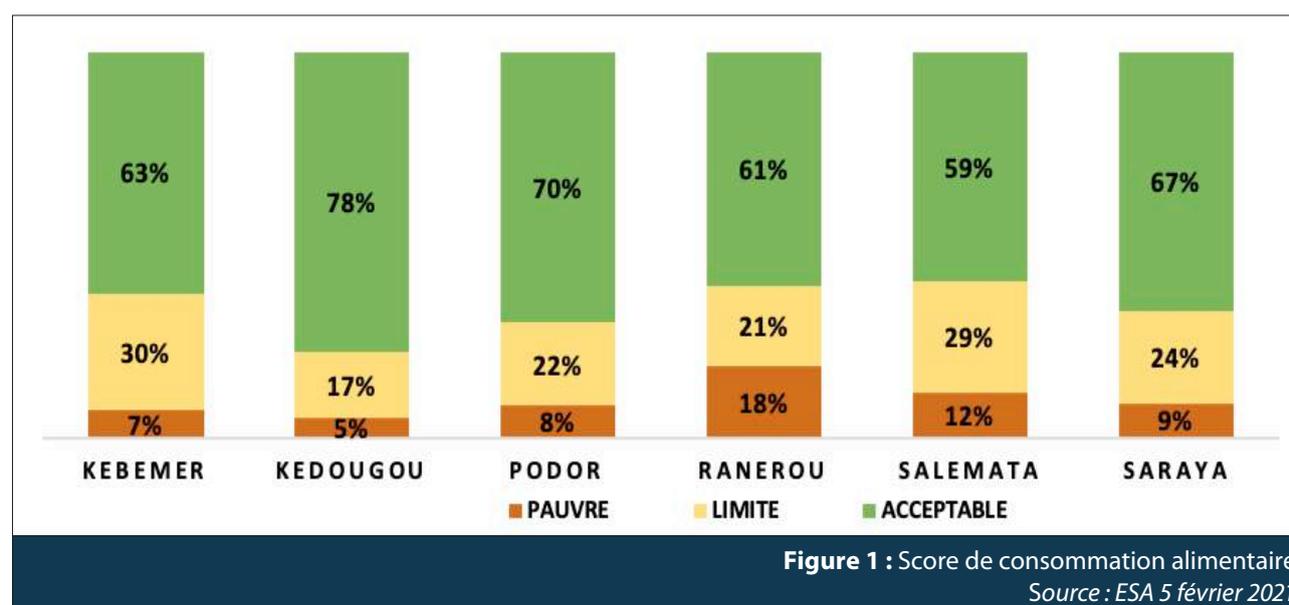
1. POPULATIONS EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'IA des populations des départements de Ranérou, Saraya, Kédougou, Salémata, Kébemer et Podor, a été favorisée par une consommation alimentaire inadéquate, une baisse des revenus des ménages qui a eu comme conséquence le recours à des stratégies basées sur les moyens d'existence dans les zones pastorales Ranérou, Podor et Kébemer (qui est une zone de transit du bétail en transhumance), où également des feux de brousse ont été signalés.

1.1. CONSOMMATION ALIMENTAIRE

La consommation alimentaire des ménages est globalement satisfaisante dans les six départements qui comportent le plus grand nombre de personnes en insécurité alimentaire. En moyenne la consommation est bonne, avec 66% des ménages qui ont un score de consommation alimentaire acceptable.

Cependant comparée à la moyenne nationale (3,1%), la proportion de ménages ayant un score de consommation alimentaire pauvre (10%) est très élevée dans les six départements notamment à Ranérou et Salémata où le pourcentage de ménages est respectivement de 18 % et 12% (figure 1).

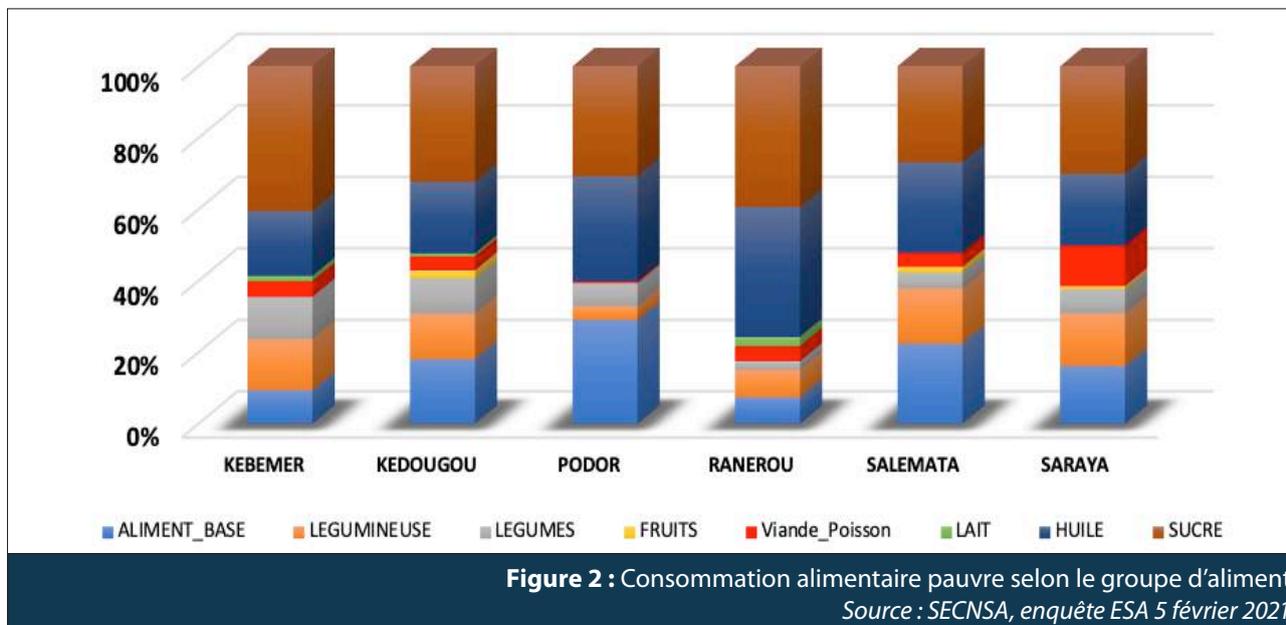


Dans ces deux départements les ménages ont une alimentation peu diversifiée, environ 10,8% et 7% des ménages n'ont consommé que deux groupes d'aliments en 24 h selon les résultats du Score de Diversité Alimentaire du Ménage (SDAM).

Cette situation alimentaire est corroborée par la proportion faible de ménages ayant un SCA pauvre qui n'ont pas consommé des groupes d'aliments au cours des sept derniers jours ; Podor, Ranérou et Salémata avec 1% de ménages ayant consommé les groupes fruits, viande poisson et lait constituent des zones où la consommation alimentaire est très dégradée.

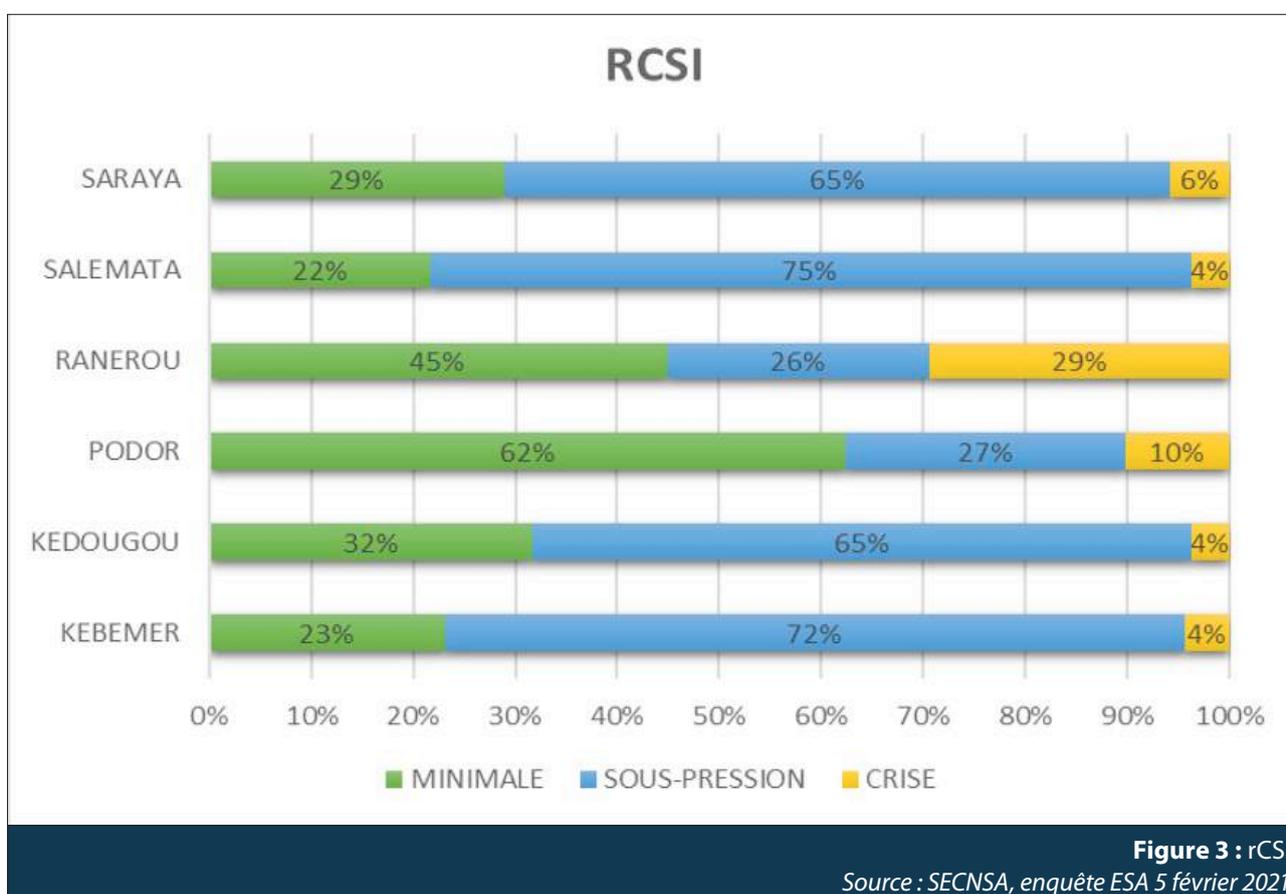
De manière générale, on constate une consommation alimentaire peu diversifiée et très pauvre dans les six départements où, excepté le département de Kédougou, les ménages n'ont pas consommé au moins un groupe d'aliments pendant une semaine. A Podor, les groupes d'aliments viande, lait et fruits sont consommés rarement par les populations.

A l'image du pays, la consommation alimentaire des ménages dans les six départements est caractérisée par une consommation excessive de sucre et d'huile qui représente environ 58% des aliments consommés durant les sept derniers jours.



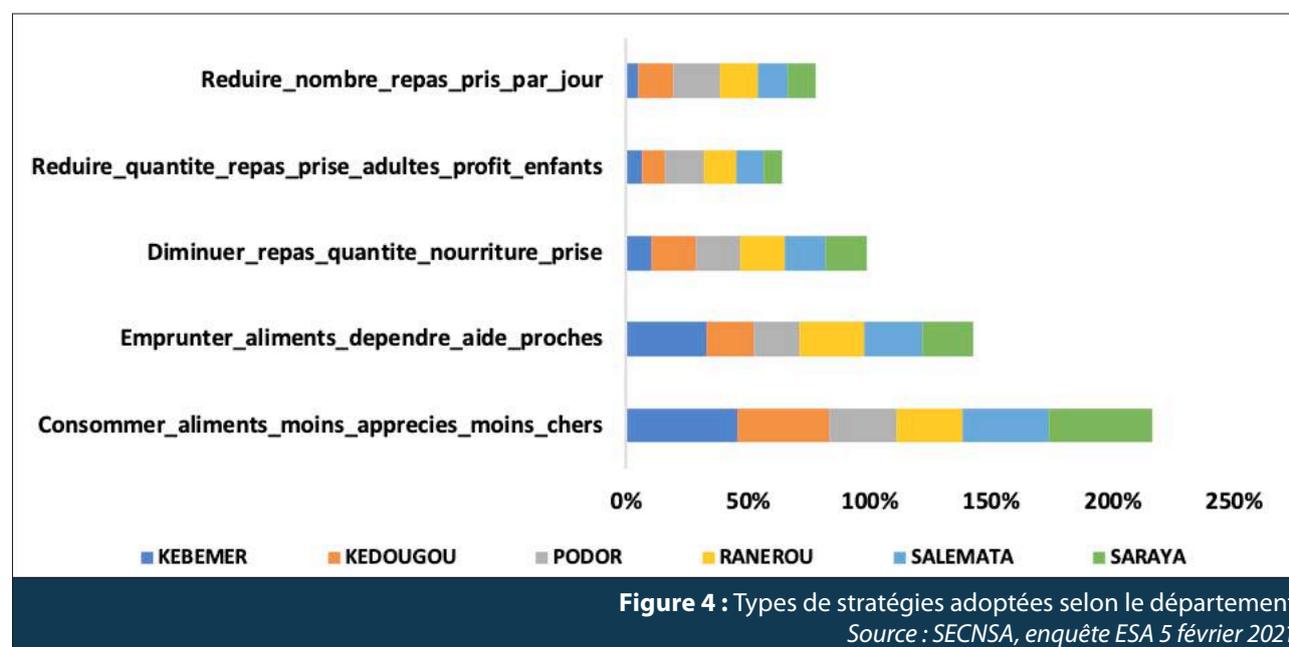
1.2. DIFFICULTÉS POUR ACCÉDER AUX ALIMENTS

Les difficultés des ménages pour accéder aux aliments sont mesurées selon les stratégies qu'ils adoptent pour faire face à ces difficultés. 55% des ménages reconnaissent avoir adopté des stratégies de stress au cours des sept derniers jours ayant précédés l'enquête. Dans les six départements le fait marquant est le pourcentage élevé de ménages ayant adopté des stratégies de crise, en moyenne 10%, soit trois fois plus que la moyenne nationale, 3,4% (figure 3).



Pour faire face aux difficultés alimentaires les ménages ont surtout consommé des aliments moins préférés parce que moins chers (36%). Au moins quatre ménages sur dix, environ 40%, ont dû réduire les quantités de nourriture consommées, par conséquent les ménages rencontrent de sérieuses difficultés alimentaires.

La réduction des quantités de nourriture est susceptible d'entraîner des déficits énergétiques importants qui risquent d'accentuer davantage la détérioration de la situation alimentaire des ménages.



2. ANALYSE DES MOYENS D'EXISTENCE DES MÉNAGES

Les activités agricoles, pastorales et halieutiques se sont déroulées normalement dans les six départements. En moyenne, sept ménages sur dix ont pratiqué une activité agricole durant la dernière campagne, plus de 60% ont menées des activités pastorales.

Les activités de pré-récolte, récolte, post-récolte et la transhumance n'ont pas subies des changements conséquents.

L'accès aux infrastructures sanitaires est acceptable, 54% des ménages vivant dans les six départements n'ont pas eu de difficultés pour accéder aux infrastructures sanitaires.

Par contre les revenus des ménages enregistrent une baisse substantielle, en moyenne dans l'ensemble des six départements, environ 80% ménages estiment que leurs revenus a baissé ; la raison principale est la pandémie à COVID 19.

2.1. BAISSÉ DU REVENU DES MÉNAGES

La diminution des revenus a été durement ressentie par les populations du département de Kébémér (figure 5). Ce département, situé dans la Zone de Moyen d'Existence (ZME) SN 05, présente la particularité de recevoir d'importants transferts d'argent d'émigrés établis partout dans le monde. Dans les départements de Podor, Saraya et Salémata, les baisses de revenus touchent près de 9 personnes sur 10 (figure 5). Cette situation, est également vécue par les populations de Ranérou et Kédougou, où elle concerne environ 8 ménages sur 10 (figure 5).

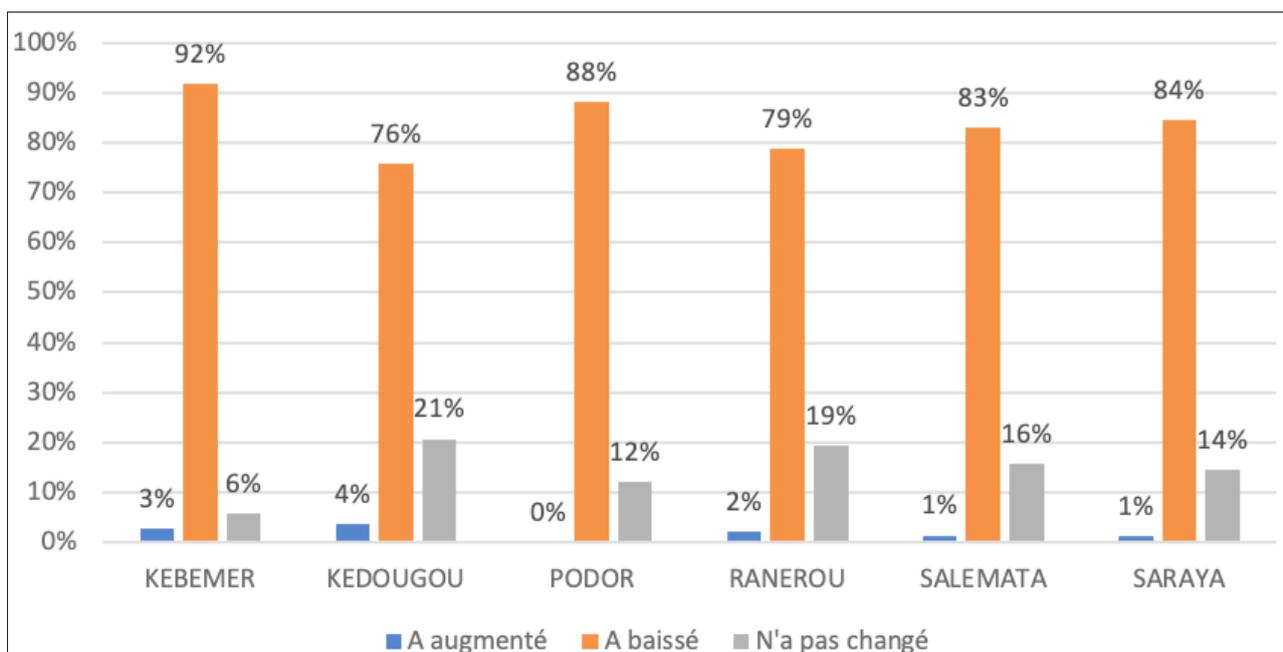


Figure 5 : Perception des ménages sur la baisse des revenus
Source : ESA 5 février 2021

- **Raisons de la baisse des revenus**

La COVID 19 demeure la principale raison invoquée par les populations, expliquant la baisse de leur revenu. C'est le cas dans les départements Kébémér (93%), Ranérou (88%), Podor (75%) et Kédougou (35%) tableau 2. À Salémata et Saraya, la réduction des revenus a été causée par la perte d'emploi (tableau 2).

Tableau 2 : Évolution du revenu total 3 derniers mois

Département	ÉVOLUTION REVENU TOTAL 3 DERNIERS Mois							
	Augmentation de volume travail	Décès du principal contributeur	Diminution du salaire	Maladie (COY1D 19)	Nouvelles activités	Perte d'emploi	Rétribution supplémentaire	TOTAL
KEBEMER	2%	3%	1%	93%	0%	0%	1%	100%
KEDOUGOU	9%	6%	3%	35%	11%	23%	15%	100%
PODOR	1%	8%	0%	75%	1%	13%	1%	100%
RANEROU	1%	3%	0%	88%	1%	1%	4%	100%
SALEMATA	6%	10%	0%	9%	17%	39%	18%	100%
SARAYA	10%	17%	2%	21%	8%	26%	17%	100%

Source : SECNSA, enquête ESA 5, février 2021

Dans les départements de Podor et Ranérou, où l'élevage occupe une part importante dans l'économie des ménages, les activités pastorales ont été frappées de plein fouet par les effets de la COVID 19 sur l'économie (figure 6). La même situation, est également observée à Kédougou, Saraya et Kébémér (figure 6).

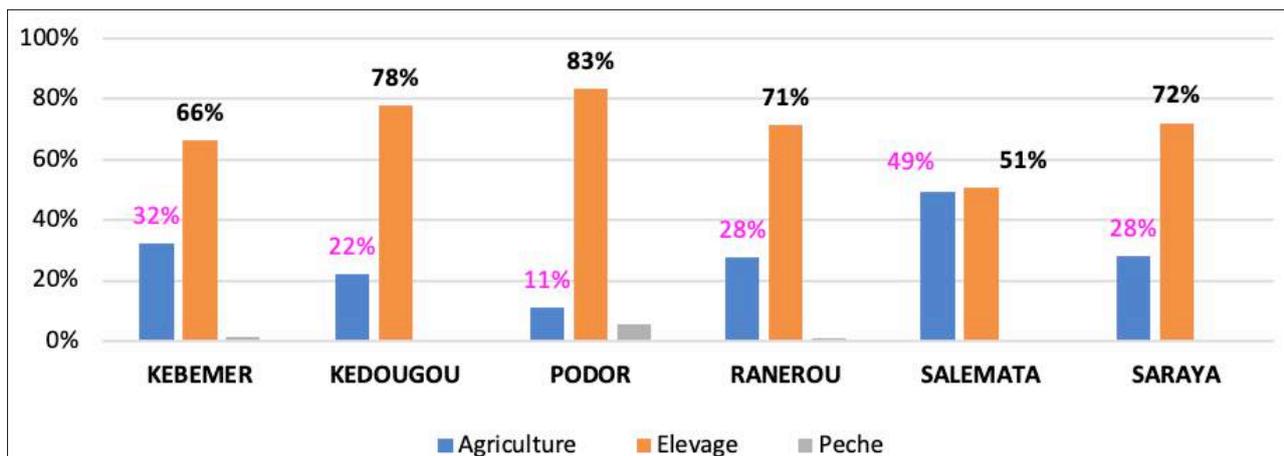


Figure 6 : Secteurs les plus touchés par la COVID 19 dans six départements les plus en IA
Source SECNSA, enquête ESA 5 février 2021

2.2. ÉVOLUTION DES MOYENS D'EXISTENCE

De manière générale, la baisse des revenus a impacté négativement l'accès des ménages aux denrées de base. Dans les zones pastorales comme Ranérou et Podor et les zones de transfert comme Kébémér où la plupart des ménages dépendent du marché, on constate que pratiquement un tiers (30%) des ménages a dû recourir à des stratégies de crise à pire (phase crise et plus).

L'adoption de stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence de crise à pire, par les ménages vivant dans les départements les plus en IA, explique la situation d'insécurité alimentaire qui les touche.

Pour faire face à la baisse de leur revenu, respectivement 45%, 34% et 30% des ménages des départements de Podor, Ranérou et Kébémér ont adopté des stratégies de crise à pire (figure 7). Ces stratégies sont qualifiées de stratégies à coût élevé, car les ménages bradent leurs moyens d'existence.

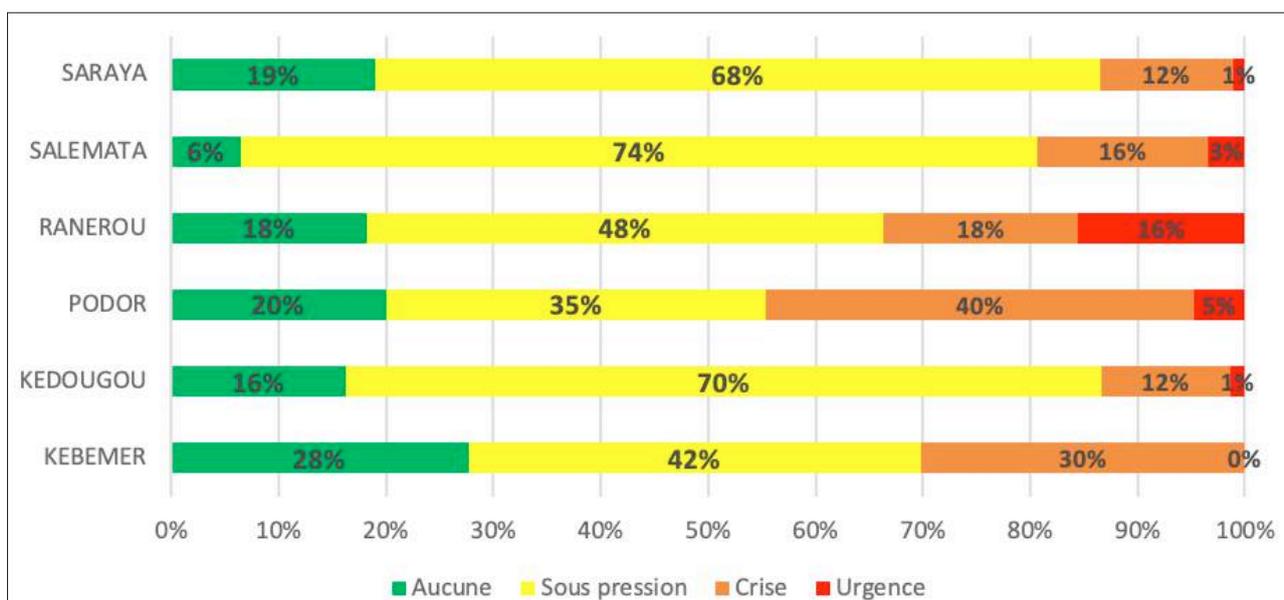


Figure 7 : Stratégies basées sur les moyens d'existence dans les 6 départements les plus en IA
Source SECNSA, enquête ESA 5 février 2021

Les principales stratégies de crise à pire adoptées dans ces départements, ont porté sur une vente non durable du bétail, la vente de biens productifs et la vente de tout le bétail (tableau 3).

Dans la région de Kédougou, la situation est moins sévère, mais tout de même plus de 12% des ménages de Saraya et de Kédougou (13%) figure 7, ont adopté des stratégies de crise à pire avec la vente des biens productifs, la vente non durable du bétail et la vente de tout le bétail (tableau 3).

Tableau 3 : Types de stratégies basées sur les moyens d'existence adoptées par les ménages

Département	Vendre plus animaux	Réduire dépense santé	Réduire dépense production	Emprunter argent	Vendre bétail non durable	Vendre biens productifs	Retirer enfants école	Vendre tout le bétail	Vendre terres culturelles	Migration ménage
KEBEMER	3%	0%	0%	61%	7%	29%	0%	0%	0%	0%
KEDOUGOU	8%	8%	0%	67%	4%	9%	1%	1%	1%	0%
PODOR	12%	13%	7%	32%	14%	16%	2%	2%	0%	0%
RANEROU	14%	9%	8%	41%	6%	3%	5%	3%	0%	11%
SALEMATA	17%	10%	0%	52%	4%	12%	1%	2%	1%	0%
SARAYA	7%	8%	2%	69%	2%	10%	1%	1%	0%	0%

Source : SECNSA, enquête ESA 5, février 2021

3. SITUATION PASTORALE DANS LES SIX DÉPARTEMENTS LES PLUS EN IA

La situation pastorale est marquée par un déficit fourrager très sévère dans le département de Kébemer (-100) et, des cas de feux de brousse signalés dans les départements de Podor, Ranérou, Salémata et Kédougou.

- Feux de brousse**

Les départements de Podor et Ranérou, ont plus été affectés par les feux de brousse. Entre janvier et avril, respectivement 300,5 et 1848 ha (cf tableau 3), ont été consommés. Kébemer et Saraya avec zéro cas de feux enregistrés sont épargnés.

Tableau 4 : Situation des feux de brousse dans les six départements les plus en insécurité alimentaire

Départements	Superficies brûlées en ha				
	Janvier	Février	Mars	Avril	Total
Podor	7,5	200	78	15	300,5
Kébemer	0	0	0	0	0
Ranérou	490	478	575	305	1848
Kédougou	0	0	0	26	26
Salémata	0	0	54	106	160
Saraya	0	0	0	0	0

Source : Direction des Eaux et Forêts Chasse et Conservation de Sols

4. PRÉVISION SAISONNIÈRE 2021

Le communiqué du Cadre National des Services Climatiques (CNSC) sur le caractère de la saison des pluies, prévoit :

Un démarrage de saison :

- Normal sur le Sud et l'Est du pays ;
 - Normal à tardif sur le reste du territoire ;
- avec des risques de faux démarrage, au Nord et au Centre du pays.

Un cumul pluviométrique :

- Normal sur la partie Sud et Est du pays et Normal à déficitaire sur le reste du territoire, pour la période Mai-Juin-Juillet 2021 ;
- Normal à déficitaire sur une bonne partie du territoire, pour la période Juin-Juillet-Août 2021.

Une fin de saison :

- Normale à tardive sur la majeure partie du territoire ;

Des écoulements dans les différents bassins fluviaux :

- Normaux à excédentaires sur les fleuves Sénégal et Casamance et excédentaires à normaux sur le fleuve Gambie.

RECOMMANDATIONS

- Assister les populations en insécurité alimentaire ;
- Intégrer les données sur les prévisions pluviométriques saisonnières dans la planification et informer sur l'évolution de la saison de pluies de manière périodique.
- Sensibilisation pré hivernale des populations riveraines ;
- Large diffusion des bulletins hydrologiques et d'alerte.

LISTE DES STRUCTURES NATIONALES MEMBRES DU COMITÉ TECHNIQUE NATIONAL DU SAP :

**ANACIM, ANSD, CEP/PÊCHE, CNDN, ARM,
CONACILSS, CSA, CSE, CONACILSS, DA, DAN,
DAPSA, DEFCCS, DGPRE, DHORT, DIREL, DPV,
SECNSA, DPDT**

PARTENAIRES FINANCIERS



COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire





SECNARIAT EXECUTIF

SECNSA

POINT E, RUE DE FATICK X BD DU SUD - IM.ABS 3, 4 & 5^{ÈME} ÉTAGE - DAKAR - BP: 27 161
TEL: (+221) 33 865 30 35 - EMAIL:SECNSA@SECNSA.SN - SITE WEB: WWW.SECNSA.SN

Mai 2021